

REVUE DE PRESSE 1er-16-AVRIL 2010

EUROPE

UE : pour l'intégration des Roms

Le Figaro, 7 avril 2010

La Commission européenne a exhorté les gouvernements européens à mettre fin aux discriminations envers les Roms et à utiliser les fonds communautaires pour faciliter leur intégration. Des procédures judiciaires sont toujours pendantes contre douze états de l'Union pour non transposition des lois européennes interdisant les discriminations fondées sur la race.

L'Europe coordonne ses efforts en faveur des Roms

La Croix.com, 7 avril 2010

Le deuxième Sommet ministériel consacré aux Roms se tient à Cordoue (Espagne) les 8 et 9 avril. Ces communautés sont présentes, sous différents noms, dans les 27 pays européens et leur nombre est évalué à 12 millions. Après la première réunion et une résolution du Parlement européen en 2008, les choses ont peu avancé. L'Espagne qui préside le conseil des ministres de l'Union abrite elle-même une forte population gitane, mais le chef du gouvernement espagnol a annulé sa participation au dernier moment.

Les jeunes Roms font lentement changer l'image de leur communauté

La Croix, 7 avril 2010

Installée à Budapest (Hongrie), l'organisation non-gouvernementale European Roma Rights Center (ERRC) se consacre au soutien juridique des Roms victimes de violences policière et de racisme dans toute l'Europe, les Balkans ou la Russie. Parmi les jeunes gens qui y travaillent, Ostalinda, demi-espagnole, demi-mexicaine, rom par son père ancien danseur de flamenco, ou Angel Ivanov, un Bulgare qui a pu obtenir une bourse d'études pour Budapest. Egalement basé à Budapest, le Roma Education Fund finance chaque année les études de 800 étudiants et de 30 000 enfants roms. « *Cette nouvelle génération née après la chute du mur est plus ouverte, très éduquées, très cosmopolite sans rejeter ses racines. Elle sait faire entendre la voix des Roms* » explique Valery Novosselsky, animateur de la liste de diffusion sur internet Roma virtual network. Derrière ce phénomène, on retrouve la Fondation du milliardaire américain d'origine hongroise Georges Soros qui soutient les associations Roms par un budget de 4 millions d'euros.

L'Union européenne se penche sur le sort des Roms

Le Monde.fr, 8 avril 2010

Lors du 2ème sommet ministériel européen sur la population rom qui se tiendra les 8 et 9 avril à Cordoue (Espagne), la coalition pour une politique européenne pour la population gitane qui représentera les Roms va demander à l'Union européenne de passer des paroles aux actes. En effet, depuis la résolution adoptée le 31 janvier 2008 par le Parlement européen, les représentants des Roms ont constaté des résistances et peu d'avancées. Le 8 avril est la Journée internationale des Roms.

Racisme, marginalité : le triste sort des Roms

Le Monde, 10 avril 2010

Les Roms, une minorité de 12 millions de personnes, dont 9 à l'intérieur de l'Union européenne, restent en marge de la société. Sédentaires à 90%, ils sont les premiers boucs émissaires de la crise économique. Ils restent victimes de préjugés séculaires qu'attise l'extrême-droite. Le Conseil de l'Europe a dénoncé « *l'aggravation d'une tendance à l'anti-tsiganisme de la pire espèce* ». Madame Clinton a déclaré que les droits des Roms « *sont une priorité des Etats-Unis* ». Mais la « Déclaration de Cordoue », après le deuxième Sommet européen consacré à la population rom, n'a débouché sur aucun engagement concret. Bruxelles a découvert la dimension européenne du problème lors de l'élargissement de l'Union, mais sans définir aucune stratégie lisible pour combattre la discrimination et faciliter l'insertion des Roms.

La situation des Roms s'est « détériorée » déplore Bruxelles

Le Monde, 10 avril 2010

A Cordoue, des femmes roms font la manche avec de jeunes enfants. Le maire leur a proposé un service de garderie où certaines d'entre elles déposent leurs enfants de moins de trois ans. Cette initiative fait partie d'un programme d'aide publique à la communauté gitane, forte de 700 000 personnes, en faveur de laquelle le gouvernement espagnol vient de débloquer 106 millions €. Par contre, le deuxième Sommet européen sur le peuple rom qui se tient dans la ville andalouse, boudé par le premier ministre espagnol et les ministres de la plupart des états européens, n'a débouché que sur un engagement vague de « *donner une impulsion pour parvenir des améliorations substantielles dans l'intégration sociale et économique de la communauté rom* ». Tous les participants se sont trouvés d'accord pour dresser un bilan décevant de l'action publique depuis le premier sommet en 2008. La Commissaire européenne Vivian Reding a reconnu que « *la situation des Roms semble s'être détériorée* », mais ne propose que d'utiliser les législations déjà existantes dans les états membres et explique « *nous n'allons pas changer les choses du jour au lendemain* ». M. Pierre Lellouche, secrétaire d'état français aux affaires européennes, a répliqué que, si l'intégration des Roms dépend des Etats, la commission « *doit jouer son rôle de coordination et de contrôle* ».

L'actrice Fanny Ardant, marraine de la campagne Dosta ! sur les Roms.

Place publique, avril 2010

Le secrétaire général du Conseil de l'Europe, Thorbjorn Jagland, s'est déclaré « *très fier* » que l'actrice et réalisatrice Fanny Ardant ait accepté de parrainer la campagne Dosta ! du conseil de l'Europe. « *Nous ne pouvons pas nier l'évidence*, explique-t-il. *Bien que les gouvernements et les organisations internationales se soient dotés d'un solide arsenal politique et juridique, les droits de l'Homme des Roms continuent d'être bafoués en Europe* ». Dosta ! (« Assez ! » en romani) est une campagne de sensibilisation destinée à rapprocher les non-Roms des Roms. Le Conseil de l'Europe a également, rendu public un rapport sur les « bonnes pratiques » pour l'accès à l'emploi des Roms et Gens du voyage de plusieurs Etats membres qui ont eu des résultats positifs.

L'intégration des Roms ne parvient pas à mobiliser les ministres européens

Localtis.info, 15 avril 2010

Le deuxième sommet européen pour l'inclusion des Roms, qui s'est tenu à Cordoue les 8 et 9 avril, a été animé par des experts plus que par les ministres très peu nombreux. Il s'est achevé par de timides engagements visant à améliorer l'utilisation des fonds européens en faveur de cette communauté. Les Roms ne bénéficient pas d'une ligne budgétaire spécifique dans les programmes opérationnels des fonds structurels, mais entrent dans les catégories « minorités » ou « groupes vulnérables ». Pourtant la mobilisation des fonds européens (FEDER et FSE) peuvent être mobilisés sur des projets innovants et à forte valeur ajoutée : pour exemple, en France, l'association Habitat-Cité qui travaille sur un projet de suivi et d'accompagnement de migrants Roms roumains éloignés de l'emploi dans les

agglomérations de Paris, Grenoble et Nantes, en vue de leur insertion sociale et professionnelle. 69.000 € ont été alloués par le FSE sur un coût prévisionnel de 166.000 €.

Allemagne

40 000 Kosovars expulsés

Le Figaro, 14 avril 2010

L'Allemagne a signé aujourd'hui avec le Kosovo un accord pour renvoyer chez eux 14.000 réfugiés Kosovars qui avaient fui la guerre en 1999. Parmi eux, 10 000 Tziganes. Selon le ministère de l'intérieur de Berlin, un maximum de 2 500 personnes sera renvoyé chaque année, en veillant à maintenir un certain équilibre entre les différents groupes de population.

Hongrie

L'intolérance vis-à-vis des Roms gagne du terrain en Hongrie

La Croix, 7 avril 2010

Depuis le lynchage en 2006 d'un instituteur par des Roms après qu'il eût blessé une fillette dans un accident de voiture, le thème de la « criminalité rom » est devenu à la mode en Hongrie. Le Jobbik, parti d'extrême-droite, et ses miliciens de la « Garde noire » excitent la haine contre les Roms. Celle-ci s'est traduite par une multitude d'agressions allant du jet de cocktail Molotov contre les maisons jusqu'à l'assassinat de six Roms au cours des deux dernières années. Après les tergiversations de la police, quatre responsables présumés ont été finalement arrêtés. Si ces faits ont finalement un certain écho, c'est grâce aux associations roms et à l'ancienne députée européenne Viktoria Mohacsi qui a collecté les témoignages et fourni des avocats aux familles des victimes. En circulant dans le nord de la Hongrie, on vérifie que la situation est explosive : on attribue aux Roms les problèmes de sécurité publique, on les accuse de faire des enfants pour toucher les allocations familiales. Le maire de la ville de Tiszavasvari (14 000 habitants dont 2 400 Roms) ajoute : « *leurs enfants ne vont pas à l'école et les hommes passent leur temps devant les machines à sous* » et réclame au gouvernement plus d'argent et de pouvoir pour pouvoir créer des emplois aidés en faveur des Roms : « *Si les hommes politiques continuent à ignorer les problèmes, alors le Jobbik (qui a fait plus de 14% aux élections européennes) arrivera à ses fins. Et nous risquons la guerre civile.* »

Dans le nord déshérité de la Hongrie, en pays rom

Le Monde, 9 avril 2010

Dans le nord de la Hongrie, on entre dans un autre pays, celui qui n'a pas gagné au change avec l'effondrement du système communiste qu'illustrent les carcasses des anciennes mines et usines sidérurgiques. Ici le taux de chômage (14% au niveau national) monte à 30% et atteint 90% dans la communauté rom. Victimes de l'écroulement des usines et des coopératives socialistes, exclus du partage des terres, les Tziganes apparaissent aux yeux de leurs voisins comme la menace la plus visible. Le parti d'extrême droite, le Jobbik, a imposé dans le discours politique le thème de la « *criminalité tzigane* » et de la fécondité incontrôlée des femmes roms (3 enfants par femmes, contre 1,4 pour le reste des Hongroises). Dans ce pays, où les Roms sont 600.000 sur 10 millions de Hongrois, quatre d'entre eux seront candidats aux élections législatives, un socialiste, un conservateur, deux indépendants. Parmi ces derniers, M. Horvath qui, malgré les agressions racistes, les assassinats et la montée des violences, se refuse de parler de « *scénario de guerre civile* ». A Edeleny, où ce professeur de 46 ans est candidat, personne ne peut faire l'impasse sur le vote rom : ils sont 8 000 électeurs sur 26 000 inscrits. Mais M. Horvath a peu de chance d'être élu.

Les ultranationalistes du Jobbik prospèrent

Le Figaro, 9 avril 2010

Le parti nationaliste Jobbik, qui a obtenu 15% aux élections européennes, pourrait rééditer son score et même devenir la deuxième force politique du pays à l'occasion des législatives de dimanche. Ce parti a pour objectif primordial « *la défense des valeurs et des intérêts hongrois* ». Il clame son ressentiment envers le traité de Trianon (qui, en 1920, a amputé la Hongrie des deux tiers de son territoire) et son ras-le-bol du capitalisme, de la mondialisation, de l'Union européenne, de l'élite politique, des Roms, des Juifs. Il fait parader sa « Garde hongroise » dans les villages roms, veut éradiquer « *la criminalité rom* » et arrêter de financer « *la fécondité rom* ». « *Ici on retrouve les vrais Hongrois* », lâche une jolie blonde, rencontrée dans un meeting du Jobbik : ceux qui aiment le palinka (eau-de-vie), la puzta (la grande plaine) et ... la musique tzigane.

Pécs, « capitale de la culture » en sursis

Le Monde, 9 avril 2010

Proclamée capitale culturelle de l'Europe en 2010, Pécs (160.000 habitants) se veut « *le portail de l'Europe centrale vers les Balkans* ». 350 manifestations culturelles sont au programme, allant d'un « Voyage autour du croissant turc » au festival de world music des Balkans. Ce parcours accorde une place obligée aux Roms, les Tziganes mal aimés en Hongrie, dont la région abrite une importante communauté. A Pécs – cas unique dans un pays où on les cantonne souvent dans les filières pour handicapés mentaux -, les Roms disposent d'un lycée réservé et un petit noyau peut franchir parfois le seuil de l'Université. Mais que restera-t-il de cette « vitrine de la tolérance », alors qu'une droite aux pulsions autoritaires, éperonnée par une extrême-droite agressive, s'apprête à conquérir la majorité au Parlement de Budapest ?

L'extrême-droite a le vent en poupe en Hongrie

La Croix, 12 avril 2010

Profitant de la crise économique, le parti d'extrême-droite, Jobbik, fait une entrée en force au parlement hongrois avec 16,7% des voix. Ce parti a fait campagne contre « *la criminalité tzigane* », « *les multinationales qui ont corrompu les hommes politiques* », les « *Israéliens* » pour ne pas dire les Juifs. Pour ses électeurs, « *les bolcheviques, les banques et les juifs exploitent notre pays* » et « *les Roms sont une menace pour la sécurité publique* ». Le but du Jobbik : « *la renaissance nationale face à ceux qui veulent affaiblir la nation* ».

La droite hongroise obtient dès le premier tour une majorité absolue au Parlement

Le Monde, 13 avril 2010

Le grand gagnant des élections législatives est le parti conservateur Fidesz, avec 52,77% des voix. Le parti Jobbik, fer de lance d'un courant xénophobe, antieuropéen et hostile à la minorité tzigane, entre au Parlement avec 16,71% des voix, améliorant son score des Européennes. Le Fidesz, et son leader, Viktor Orban, devront préciser comment s'y prendre pour créer, comme ils l'ont promis, « *un million d'emplois en dix ans* », et dévoiler, avant de prendre la présidence de l'Union européenne en janvier 2011, les mesures d'intégration de la minorité rom. Proche des Verts, le très jeune parti LMP a fait une percée inattendue et atteint 7,4% des suffrages. Il s'est distingué par une série de propositions sur le thème des Roms et par une affiche montrant une petite fille blonde et un petit garçon tzigane.

Serbie

Djukic-Dejanovic félicite les Roms pour leur fête

Radio Srbja, 7 avril 2010

La présidente du Parlement de Serbie, Slavica Djukic-Dejanovic, a reçu et félicité les représentants du Conseil national de la minorité rom et tous les citoyens serbes de nationalité rom à l'occasion de la Journée mondiale des Roms, le 8 avril. « *Nous devons tout faire pour que les préjugés lors de l'éducation, de l'embauche, du soin médical et du logement soient éliminés* » a-t-elle affirmé tout en soulignant que ces problèmes pouvaient être réglés seulement par une intégration entière des Roms dans la société.

Micunovic – A l'occasion du jour des Roms

Radio Sbrja, 8 avril 2010

Lors d'un entretien avec les journalistes, le président du Comité de la politique extérieure du Parlement de Serbie, Dragoljub Micunovic, a souligné que les ressortissants du peuple rom étaient discriminés dans de nombreux pays : « *en Serbie, nous sommes conscients que nous devons faire encore beaucoup de choses sur ce plan* ». Il signale entre autres le fait qu'un grand nombre d'enfants ne sont pas inscrits dans les registres d'état-civil et deviennent des « invisibles » qui ne peuvent ni accéder à l'éducation, à la protection sociale et médicale, ni obtenir des cartes d'identité et d'autres documents en devenant majeurs.

FRANCE

Bourgogne

Les Roms vont-ils désertier Dijon ?

Dijonscope, 13 avril 2010

Voilà des mois que l'ancienne caserne située rue des Creusots à Dijon, est squattée par des familles Roms. Le 11 décembre un délai de 4 mois était accordé aux squatteurs par la justice. L'expulsion devrait avoir lieu autour du 24 avril. Sur la cinquantaine de personnes qui logeaient, une vingtaine sont rentrées en Roumanie ou parties pour d'autres villes françaises. Sur la trentaine qui reste (dont 22 enfants), trois familles sont en instance de départ. La pression des autorités judiciaire et policière – « *du harcèlement* », souligne Chantal Godefroy, vice-présidente de l'ADISAR (association dijonnaise de soutien aux Roms) -, a fini par avoir raison de leur volonté de rester à Dijon. Parmi celles qui veulent rester dans la capitale de Ducs, une majorité cherche sincèrement à s'intégrer : « *ces gens avaient un métier dans leur pays et pour certains des diplômés, ce sont loin d'être des illettrés* ».

Ile-de-France

Mantes-la-Jolie : mobilisation pour les familles roumaines

Le Parisien, 7 avril 2010

80 personnes se sont rassemblées devant la Caisse des allocations familiales de Mantes-la-Jolie pour dénoncer l'interruption brutale du versement des allocations familiales (près de 450€ par mois) à une quarantaine de famille roms de Chanteloup-les-Vignes et Triel-sur-Seine. Cette manifestation

rassembleait des associations, des syndicats, des partis politiques de gauche. Comme l'expliquait Fabienne Lauret (NPA), « *depuis cette interruption, la situation déjà très précaire de ces familles n'a fait qu'empirer et les enfants sont les premières victimes* ».

Gagny. Incendie mortel dans un camp rom

[Le Parisien.fr, 16 avril 2010](#)

Un incendie a éclaté dans un camp rom à Gagny (Seine-Saint-Denis) dans la nuit, faisant un mort, un petit garçon de 5 ans, et deux blessées graves, sa mère et sa sœur. Vraisemblablement parti d'une bougie mal éteinte, le feu s'est propagé aux autres cahutes en quelques minutes. Sur 56 personnes (35 adultes et 21 enfants), une quarantaine a refusé les propositions d'hébergement d'urgence de la DDASS de Seine-Saint-Denis, pour ne pas être séparée. Pour sécuriser ce camp installé en 2008, un conseiller municipal socialiste et une habitante du camp disent avoir sollicité le maire de Gagny. Celui-ci, Michel Teulet (UMP), affirme n'avoir jamais reçu de demande officielle et ajoute que le campement est sur un terrain privé qui n'appartient pas à la commune.

Languedoc-Roussillon

Perpignan : la mairie a déplacé les Roms dans un jardin privé !

[L'indépendant.com, 15 avril 2010](#)

Propriétaire d'un terrain en bordure de la rivière Têt, Frédérique y a trouvé un campement de fortune où cohabitent une trentaine de Roms avec quelques SDF, expulsés d'un terrain voisin par la mairie. Emue par la précarité des squatteurs, cette Perpignanaise a contacté les autorités : « *la seule réponse qui m'a été faite, c'est d'engager une procédure d'expulsion. Mais je ne veux pas engager de poursuites contre ces gens qui ne m'ont rien fait, pas plus que je ne veux que les enfants soient retirés à leurs parents. Pourquoi la société n'apporte-t-elle pas une solution humaine à ces situations ?* ». En attendant, Frédérique a fourni aux Roms de l'eau, de l'alimentation, des couvertures et alerté les associations.

Midi-Pyrénées

Toulouse. Ils font mendier leur bébé

[La Dépêche, 13 avril 2010](#)

Depuis plusieurs semaines, une famille roumaine, un couple et son enfant de 18 mois, mendient rue Bayard à Toulouse. Le couple a été placé en garde à vue pour « mise en danger d'un mineur ». Le bébé a été placé en foyer. Remis en liberté après avertissement, le couple a promis de repartir en Roumanie avec le bébé. « *Une situation insoluble*, résume un riverain. *Ils préfèrent faire la manche ici plutôt que de vivre dans les pires conditions chez eux* ».

Nord-Pas-de-Calais

Agglomération lilloise

Lille : installé depuis 2007 le « campement » de Roms de la rue Carrel évacué

La Voix du Nord, 8 avril 2010

Le campement rom a été délogé du site de l'ancienne station Esso, rue Carrel à Lille. Pour le moment, rien n'a été proposé aux 27 familles.

Lille : les familles de roms expulsés ont quitté le parking du LUC

La Voix du Nord, 9 avril 2010

Expulsée de l'ancienne station Esso, la vingtaine de familles roms qui s'était installée sur le parking du Lille Université Club a été à nouveau évacuée. La mairie se plaint de devoir nettoyer le terrain sans compensation financière de la part de l'Etat.

Roubaix. Après trois mois rue d'Alger, l'installation des Roms « ne cause pas de soucis »

La Voix du Nord, 9 avril 2010

Ils sont une trentaine, installés depuis trois mois rue d'Alger à Roubaix, dans cinq mobil-homes. Parmi eux, 18 enfants qui, de la maternelle au lycée, fréquentent assidûment l'école. Pour Karim Louzani, directeur du secteur insertion de l'Afej qui accompagne le dispositif, « *c'était une des exigences de la ville pour mener ce projet à bien* ». Avec quatre éducateurs et deux médiateurs, il intervient dans les quatre villages ouverts aux Roms dans la métropole lilloise. Ils les accompagnent dans leurs démarches : accès au soin, alphabétisation, demandes de régularisation, emploi tout en sachant que la convention est prévue pour durer trois ans. S'insérer c'est devenir des Roubaisiens comme les autres. Avec les voisins, explique Karim Mouzani, « *il est légitime qu'il y ait eu des craintes. Mais, depuis janvier, nous n'avons pas eu de souci. Il y a peut-être de la distance, mais aussi un respect mutuel* ».

Ronchin. La vie des Roms s'organise

Nord Eclair, 9 avril 2010

Venues de Villeneuve d'Ascq, les 10 familles roms qui avaient été logées dans l'ancienne école Sainte Elisabeth à Ronchin s'organisent petit à petit. Les bénévoles de la Pierre Blanche, l'association animée par le Père Arthur, sont sur tous les fronts : cours aux enfants, alimentation, santé. Dans cette installation sommaire, mais qui dispose de l'électricité, de l'eau chaude, de sanitaires, elles ne sont maintenant plus que cinq familles, avec 24 enfants. D'autres sont retournées en Roumanie. Ceux qui restent devront quitter les lieux après le 30 juin.

Wimille

Contraints de quitter la France avant la fin avril, les Roms du camp de Wimille sont sous le choc

La Voix du Nord, 1er avril 2010

Hommes et femmes du camp rom installé à Wimille ont été convoqués dans les locaux de la police des frontières pour recevoir l'injonction d'avoir à quitter le territoire français à échéance du 30 avril. Par voie de conséquence, les enfants sont également concernés par cette mesure prise par la sous-préfecture de Boulogne. Le terrain, propriété de la DIR (direction interrégionale des routes), dont l'occupation a été décrétée illégale par la justice, avait été choisi en juin 2008 par le précédent sous-préfet pour le stationnement des Roms.

Adrien, rom de Wimille bientôt expulsé : « on nous traite comme des chiens »

La Voix du Nord, 2 avril 2010

La Police aux Frontières (PAF) leur a imposé une obligation de quitter le territoire français avant la fin avril, mais les Roms de Wimille ont du mal à encaisser la garde à vue qui a été imposée aux hommes et femmes du camp. Adrien, père de trois enfants scolarisés à Wimille, lance « *On est venu ici pour changer de vie et finalement on se retrouve traités comme des chiens* ». Il rappelle que le terrain avait été trouvé par la sous-préfecture et la police : « *Ils n'ont pas de parole ! Les policiers ont dit qu'ils allaient faire exploser nos caravanes avec des grenades* ».

Les Roms subitement indésirables à Wimille

20 Minutes.fr, 8 avril 2010

En juin 2008, 80 Roms avaient été installés par le sous-préfet de Boulogne sur un terrain en bordure de l'A16 à Wimille. Son successeur a décidé de les expulser. D'où la manifestation organisée hier à Boulogne-sur-mer. La sous-préfecture explique qu'ils n'ont pas de ressources et sont « *en situation irrégulière* » depuis trois mois. Les associations (Ligue des droits de l'Homme, Agir avec les Roms) sont scandalisées. Leur action a permis la scolarisation de treize enfants dont le sous-préfet reconnaît d'ailleurs qu'ils sont « *studieux* ».

Hier soir, les forces de l'ordre sont venues « sonder » les Roms du camp de Wimille

La Voix du Nord, 10 avril 2010

Hier matin une vingtaine d'agents de police et de la police nationale et de la police aux frontières sont venus au camp de Wimille recenser des volontaires pour le départ, quarante Tsiganes pouvant bénéficier de l'aide au retour. Cette initiative n'a pas été du goût des associations (Ligue des droits de l'homme, et Agir avec les Roms) qui parlent d' « *acharnement* ». Pour la sous-préfecture de Boulogne, « *cela fait partie des contacts que peuvent avoir les forces de l'ordre avec les personnes du camp* ».

Pays de Loire

Indre. Une grande fête au gymnase avec 300 Roms

Ouest-France, 29 mars 2010

300 personnes se sont réunies dans le gymnase d'Indre, prêté par le maire, Jean-Luc Le Drenn, à l'invitation de Romeurope et de plusieurs personnalités. Théâtre, musique, tables rondes se sont

succédés en présence d'élus locaux d'Indre et Saint-Herblain. Parmi les Roms, plusieurs ont pris la parole pour témoigner de leurs difficultés et lancer un appel à l'aide.

La Ville aide Soleil Rom à acquérir des mobil-homes. Sainte Luce sur Loire

Ouest-France, avril 2010

Le conseil municipal de Sainte Luce sur Loire a voté une subvention de 15 000 € à l'association Soleil Rom pour aider au logement de la dizaine de familles qui vit sur la commune depuis un an. « *Comme d'autres communes, nous avons été confrontés à un choix. Les expulser et repousser le problème ailleurs. Ou bien les considérer non pas comme des Roms, comme des étrangers, mais comme des personnes sur notre territoire qu'il faut aider, parce que c'est notre responsabilité* » a expliqué le maire, Bernard Aunette. La décision qui vise à faire face à « *la carence de l'état* », a été prise à la majorité moins 5 voix et une abstention.

Rhône-Alpes

Lyon. Roms, qui êtes-vous ?

Bondy Blog Lyon, 13 avril 2010

Des enfants, encadrés par leurs mamans, peignent, puis affichent leurs dessins, sur fond de clarinette et de guitare. Le photographe Louis Saadi-Freixas expose ses photos sur la vie des Roms dans les bidonvilles. La rencontre organisée samedi 10 avril, place Antonin Poncet, en plein centre de Lyon, à l'occasion de la Journée internationale du peuple rom, est un moment privilégié pour faire connaître aux Lyonnais un autre aspect du peuple rom et sortir de l'image du Rom mendiant dans le métro ou aux carrefours de l'agglomération. Comme l'explique Alain Veysset, membre du Collectif rom qui a organisé la manifestation, « *vous savez, c'est la misère et la persécution qui ont mené les Roms en France* ». Ils sont 600 éparpillés dans les bidonvilles de l'agglomération. « *Leur intégration passe par un logement décent et par l'accès au travail* ». L' élu Roland Jacquet assure : « *Si la Préfecture loge ces personnes, alors nous serons armés pour faire le suivi et la formation afin de les intégrer* ». La stabilisation passe aussi par l'école. Lenuta, 11 ans, fréquente le CM1 d'une école de Vénissieux. Elle adore l'anglais et la géographie. Adeline, son institutrice, confirme : « *Ses parents sont fiers d'elle. C'est une très bonne élève* », tout en expliquant que les expulsions à répétition rendent une scolarité normale impossible. Beaucoup de Roms ont été expulsés, rapatriés en Roumanie, mais ils reviennent. Comme l'explique Louis Saadi-Freixas, « *les autorités déplacent le problème, mais elles ne résolvent rien* ». La question semble déranger les politiques et chacun semble se rejeter les responsabilités en évitant de prendre des décisions concrètes d'insertion sociale. La France est-elle toujours un pays d'accueil ? Sous nos fenêtres, à deux pas de chez nous, c'est une misère d'une autre époque qui se vit.

REVUE DE PRESSE 16 - 30 avril 2010

EUROPE

Le populisme qui gagne l'Europe

Ouest-France, 23 avril 2010

Les élections hongroises ont été marquées par le succès retentissant du Jobbik (16,7%), parti nationaliste, anti-rom et antisémite. En Slovaquie et en Roumanie notamment, on retrouve dans

plusieurs partis un vieux fond d'idéologie nationaliste. Même s'il faut éviter les amalgames et comparaisons hâtives, on relève les mêmes tendances populistes à l'ouest de l'Europe, où la Ligue du Nord en Italie, le Front National en France, les extrémistes flamands en Belgique, le Parti de la Liberté aux Pays-Bas jouent sur les frustrations spécifiques à leur électorat. Ces forces qui valorisent le « franc-parler », se disent « proches du peuple », expriment leur haine de l'establishment, du multiculturalisme et, le cas échéant, de l'Europe, comptent à Strasbourg plus d'une cinquantaine de députés.

Bosnie

Constitution bosniaque/discriminations : le Conseil de l'Europe « préoccupé »

La Croix, 22 avril 2010

A la suite d'une réunion avec une commission parlementaire bosniaque, Madame Micheline Calmy-Levy, ministre suisse des affaires étrangères et présidente du Conseil de l'Europe, a déclaré que « *la Bosnie-Herzégovine suscite des préoccupations du Comité des ministres* ». En effet, cette commission parlementaire, chargée d'amender la constitution pour éliminer les discriminations relevées, suite à une double plainte juive et rom auprès de la Cour européenne des droits de l'Homme, n'est pas arrivée à se mettre d'accord pour se mettre en conformité avec la Convention européenne. Et l'affaire pourrait être différée après les prochaines élections d'octobre. Actuellement l'accès à la chambre haute du Parlement et à la présidence tripartite de l'Etat est réservé aux « peuples constituants » du pays, Serbes, Croates et Musulmans.

FRANCE

« La Justice dans la peau », de Denis Viénot

Le Monde, 30 avril 2010

Avec « La Justice dans la peau », Denis Viénot, ancien président de Caritas International et actuellement président de Chrétiens en marche, présente sous forme de fiches thématiques son témoignage de professionnel des opérations d'urgence. Son livre est une sorte de manuel pratique de l'action humanitaire. Il faut lire les articles « Roms, les frontières du village » et « Sida, les catholiques : un quart des réponses mondiales et sans jugement » pour découvrir l'insoutenable jusqu'en Europe centrale et la stupidité des discours officiels.

« Le salut roumain » à la télévision française : dérision ou racisme ?

Roumanie.com, 20 avril 2010

Un humoriste français, Jonathan Lambert, a, lors d'une émission sur France 2, appelé « salut roumain » le geste de tendre la main comme un mendiant et de demander l'aumône en disant « *s'il vous plaît monsieur* ». Le journal roumain Evenimentul Zilei a parlé à ce propos d'« *un nouvel épisode de racisme et de discrimination en France* ». Les Roumains sont en effet sensibles à l'amalgame trop fréquent fait en France entre le mot « Roumain » et le mot « Rom » et au fait d'être assimilé à une minorité qui ne les représente pas.

Logements : petits arrangements avec la loi

Mediapart, 26 avril 2010

Le rapport de la fondation Abbé Pierre rappelle qu'il y a 3,5 millions de mal logés en France, dont 600 000 enfants. La situation des gens du voyage, et des Roms est la plus préoccupante. Le plus souvent refoulés des communes, ils se débrouillent en installant leurs camps dessous les aires d'autoroutes ou près des chemins de fer, ce qui entraîne de nombreux dangers. Le constat est que « *les pouvoirs publics ne font que se refiler la patate chaude* ».

Ile-de-France

Val d'oise. Les militants des droits de l'homme dénoncent la traque des Roms

Le Parisien, 24 avril 2010

« *Les Roms du Val d'Oise, personne ne veut les virer, alors on leur pourrit la vie* ». Jean-Pierre Dacheux, président du Collectif de soutien aux familles roms de Roumanie veut dénoncer une situation « *honteuse* ». Il pointe du doigt, en compagnie de Jean-Claude Vitran, président départemental de la Ligue des droits de l'Homme, les maires de gauche des communes qui pratiquent les expulsions. Comme le 13 avril dans le secteur de Liesse, à Saint-Ouen-l'Aumône, ou en février à Sarcelles. Les deux associatifs attendent « *qu'un élu du département trouve le courage politique d'accepter les Roms et de construire quelque chose avec eux* ». Au cabinet du maire (P.S.) de Saint-Ouen-l'Aumône, Alain Richard, on estime avoir agi « *dans le respect de la procédure* ». A Sarcelles, le député maire P.S. François Pupponi réagit : « *Nous n'avons fait qu'appliquer la loi en toute dignité et humanité en prenant le temps qu'il fallait pour que les choses se passent bien* ».

Seine-Saint-Denis. Les élus de « Plaine Commune » demandent à l'Etat à prendre ses responsabilités sur les Roms

Maire Info, 13 avril 2010

Les maires des 8 villes membres de Plaine Commune (Aubervilliers, Epinay-sur-Seine, L'Ile-Saint-Denis, La Courneuve, Pierrefitte-sur-Seine, Saint-Denis, Stains, Villetaneuse) et le président de la communauté d'agglomération, le député (PCF) Patrick Braouzec, se sont réunis pour lancer un « *cri d'alarme* » à propos des Roms en direction des pouvoirs publics français et européens. Comme l'a martelé Carinne Juste, maire (PCF) de Villetaneuse : « *c'est une honte nationale et européenne, ce sont des hommes, des femmes des enfants qui vivent dans le plus grand dénuement* ». Les élus soulignent qu'ils se sont engagés dans la construction et le financement de villages d'insertion, mais que l'Etat n'a pas tenu ses engagements, cantonnant le dispositif mis en place à une dimension insuffisante par rapport aux besoins. C'est pourquoi certains maires ont suspendu leur effort financier pour les villages d'insertion, en attendant la réunion d'une table ronde régionale et la levée des mesures transitoires touchant les Roumains et Bulgares prévues pour durer jusqu'en 2013.

Languedoc-Roussillon

Montpellier

Une centaine de Roms bientôt reconduits à la frontière

Midi Libre, 22 avril 2010

Une centaine de Roms installés au Plan-des-Quatre-Seigneurs et à Port-Marianne est menacée d'expulsion et de reconduite à la frontière. Pour l'heure, quatre Roms ont accepté un retour volontaire avec une aide. Les propriétaires des terrains, qui ont demandé l'expulsion il y a quelques mois, sont la Ville de Montpellier et l'Université Montpellier 1.

Deux camps de Roms vont être évacués

Midi Libre, 27 avril

Deux des sept camps roms de Montpellier et de sa périphérie doivent être évacués d'ici fin avril ou début mai : une maison abandonnée, avec une quarantaine de Roumains dont une moitié d'enfants et un bâtiment universitaire, occupé par 70 personnes dont 25 en bas âge. La plupart ayant déjà bénéficié d'un retour accompagné et financé, la préfecture envisage de sortir son joker : une procédure de reconduite à la frontière pour ceux qui sont là depuis plus de trois mois et ne justifient pas de ressources compatibles avec une résidence en France.

« On n'a pas de travail en Roumanie, on veut rester »

Midi Libre, 28 avril 2010

Une quarantaine de Roms originaires d'Urziceni (près de Budapest) squatte une maison en relativement bon état à Montpellier. Malgré l'expulsion imminente, ils affirment leur volonté de rester : « *Ici c'est comme mon pays, explique Léonard, je parle la langue, j'ai des enfants* ». Manche, lavage de vitres, musique leur rapportent chaque jour entre 5 et 15 €. « *Mais je veux travailler* » ajoute Léonard qui dépose des CV, mais ne trouve rien et ne peut pas s'inscrire à l'ANPE pour trouver un emploi.

300 € pour un retour au pays

Midi Libre, 28 avril 2010

300 € par adulte, 100 € par enfant et prise en charge du transport jusqu'en Roumanie : c'est le dispositif d'aide au retour que l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) propose à tous les Roms, sauf ceux qui en ont déjà bénéficié. En 2008 et 2009, les Roms ont représenté 60 à 70% des retours volontaires d'étrangers (140 environ) recensés dans le département de l'Hérault.

« Ils n'ont aucune aide, sachez-le ! »

Midi Libre, 29 avril 2010

Bilingue, préparant une thèse d'ethnologie, Marion Lièvre sert d'interface entre Médecins du Monde et la communauté rom. Elle déplore qu'en trois ans rien n'ait été fait pour les Roms de Montpellier : « *ils n'ont aucune aide, n'ont pas droit aux allocations. Ils rêvent de pouvoir travailler comme les autres Européens entrés en France* ».

Les Roms ont un cartable

Midi Libre, 29 avril 2010

17 enfants roms, âgés en moyenne de 8 à 10 ans, sont inscrits à l'école Charles Dickens à Montpellier. Là, ils bénéficient le matin de cours spécialisés avant de rejoindre leur classe d'âge l'après-midi. Dans l'intervalle, à l'initiative de Martine Dreyfus, la directrice, ils prennent place à la cantine. « *J'essaie de leur transmettre les valeurs de l'école et la République. Il est pourtant bien difficile de prêcher pour cette République qui n'a qu'une seule envie : les mettre dehors* ».

Les Tziganes, ces « jeunes » Européens en quête de droits

Midi Libre, 29 avril 2010

Sur les rives du Lez, au cœur du quartier de Port-Marianne, une centaine de Roms ont installé leur camp il y a trois ans. Mais aujourd'hui, ce campement, où les enfants roulent sur des vélos trop grands ou trop petits dans l'enfilade des baraques et où les familles subsistent grâce à la manche ou à la vente des ferrailles, est encerclé par la spéculation foncière. Condamnés à la marge, entravés par ce système vicieux d' « Européens au rabais », ils sont désormais touchés aussi dans leur santé. Les équipes de Médecins du Monde ont entamé une campagne de dépistage de la tuberculose : piqûres pour les enfants, radios pour les adultes.

Nord-Pas-de-Calais

Wimille

Sommés de quitter le pays, plusieurs Roms acceptent le principe du retour volontaire.

La Voix du Nord, 22 avril 2010

Les visites répétées des agents de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) sur le terrain occupé par les Roms de Wimille auraient débouché sur une aide au retour acceptée par plusieurs familles. Les associations de soutien, elles, dénoncent une expulsion « collective », multiplient les recours judiciaires et seront reçues par le sous-préfet aujourd'hui.

Le sous-préfet et les Roms : « on était dans une situation d'anomalie depuis trois ans »

La Voix du Nord, 24 avril 2010

Après avoir reçu les associations de soutien aux Roms, le sous-préfet de Boulogne a défendu, dans un entretien, sa position intransigeante. Pour Daniel Rouhier, « *ces gens sont là sans droit ni titre* ». Il conteste leur volonté d'intégration et veut mettre fin, à Wimille, à « *une situation d'anomalie* ». Sans nier les difficultés d'intégration des Roms en Roumanie et en Bulgarie, il poursuit : « *affirmer que c'est une population pourchassée, sans accès à l'éducation ni au travail, c'est nier que la Roumanie est un état européen avec les valeurs que cela sous-entend. Ce serait grave si on pouvait l'avérer* ». D'après lui, 90 personnes, sur une centaine, devraient retourner volontairement en Roumanie.

Résignés au départ, les Roms de Wimille commencent à détruire leurs caravanes

La Voix du Nord, 28 avril 2010

« *Si on les détruit pas, c'est la police qui le fera* ». Sur le camp de Wimille, les Roms démontent leurs caravanes pour les revendre à la ferraille. Leurs obligations de quitter le territoire français (OQTF) arrivant à échéance demain et vendredi, les familles s'apprêtent à rentrer en Roumanie par avion le 5 mai, suivant le principe du retour volontaire. Avec le petit pécule distribué par l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) : 300 € par adulte et 100 € par enfant. « *En Roumanie, c'est beaucoup, confie un Rom, mais ça ne va pas nous durer longtemps. Pas de quoi trouver un toit. En Roumanie, on est comme des moutons noirs* ».

Hénin Beaumont

Trente-six Roms interpellés dans plusieurs camps autour du terriil Sainte-Henriette

La Voix du Nord, 28 avril 2010

D'importantes forces de police se sont déployées lundi et hier matin au terriil Sainte-Henriette, où, d'après la sous-préfète de Lens, Isabelle Pétonnet, se trouvent « quatre ou cinq camps » roms. Sur une centaine de Roms contrôlés, trente-six personnes ont été interpellées et ont reçu une obligation à quitter le territoire français sous un mois. Une « aide au retour » leur aurait été proposée.

Pas de solidarité envers les Roms

La Voix du Nord, 29 avril 2010

Trente-six Roms ont été interpellés au terriil de Saint-Henriette. Voilà de quoi réjouir ceux qui, comme Marine Le Pen au conseil municipal, s'opposent à leur présence. Le Collectif qui s'était créé en décembre pour essayer de trouver une solution, ne donne plus de nouvelles, pas plus que la Gauche ou la Ligue des droits de l'Homme. Seuls quelques militants verts et quelques habitants sont allés sur le terrain.

Myriam Dib, artiste peintre au Salon des éditeurs indépendants

La Voix du Nord, 25 avril 2010

Myriam Dib est encore présente au Salon des éditeurs indépendants à la Maison folie de Wazemmes. Après un métier d'infographe, elle s'est lancée dans la peinture et la gravure. Avec une amie Juliette, décédée entre temps, elle a mené à bien le projet Shavorès (« jeunes filles et garçons »), fruit d'un travail avec une douzaine de jeunes Roms du Collège Saint-Exupéry d'Hellemmes, un livre édité en 2001 à 1000 exemplaires. D'autres livres ont été réalisés au cours d'ateliers avec des gens du voyage, des enfants, des personnes handicapées et actuellement avec des détenus.

Mardi matin, les Roms du Valenciennois ont enterré un chef, un « roi » nommé Gonoro

La Voix du Nord, 28 avril 2010

Jacques Demestre, dit « Gonoro », a été enterré ce mardi au cimetière Saint-Roch de Valenciennes en présence de 200 personnes venues de toute l'Europe, dont une quinzaine de prédicateurs évangélistes. Sédentarisé à Marly, ce patriarche de 64 ans avait la réputation d'arrondir les angles entre les camps roms et les autorités.

Pays de la Loire

Le conseiller municipal Serge David soutient les Roms - Indre

Ouest-France, 29 avril 2010

Elu de l'opposition à Indre, Serge David en appelle à la communauté urbaine de Nantes pour qu'elle décide d'un projet d'intégration des familles roms. Mais il met aussi l'accent sur les difficultés de cohabitation à Indre avec les 25 familles installées sur un terrain vague des bords de Loire. Il demande des règles pour que la sécurité de tous soit assurée.

Rhône-Alpes

Saint Etienne. Les Roms squattent une maison de retraite désaffectée

Radio Scoop, 30 avril 2010

Depuis deux mois plusieurs dizaines de Roms occupent une maison de retraite fermée il y a deux ans. Quatre autres squats roms existent à Saint Etienne. L'association Solidarité Roms réclame pour eux « *un logement décent* » et affirme : « *Il y a dans l'agglomération stéphanoise énormément de bâtiments vacants qui pourraient être utilisés pour cela* ».
